

# 6.2

## Réglementation et instructions générales

---

---

## 6.2 RÉGLEMENTATION ET INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

### 6.2.1 Consultation

#### Projet de règlement

Loi sur les valeurs mobilières  
(L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 2°, 3°, 8°, 11°, 20° et 34° et a. 331.2; 2009, c. 58)

#### Règlement modifiant le Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières

Avis est donné par l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité »), que, conformément à l'article 331.2 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, L.R.Q., c. V-1.1, le règlement suivant dont le texte est publié ci-dessous, pourra être pris par l'Autorité et ensuite soumis au ministre des Finances pour approbation, avec ou sans modification, à l'expiration d'un délai de 90 jours à compter de leur publication au Bulletin de l'Autorité :

- *Règlement modifiant le Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières.*

Vous trouverez également ci-dessous, le projet de modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières*.

#### Consultation

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par écrit avant le **19 mars 2010**, en s'adressant à :

M<sup>e</sup> Anne-Marie Beaudoin  
Secrétaire de l'Autorité  
Autorité des marchés financiers  
800, square Victoria, 22<sup>e</sup> étage  
C.P. 246, tour de la Bourse  
Montréal (Québec) H4Z 1G3  
Télécopieur : (514) 864-6381  
Courrier électronique : [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

#### Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Luc Arsenault  
Géologue  
Autorité des marchés financiers  
514-395-0337, poste 4373  
Numéro sans frais : 1 877 525-0337  
[luc.arsenault@lautorite.qc.ca](mailto:luc.arsenault@lautorite.qc.ca)

**Le 18 décembre 2009**

## Projet de règlement

Loi sur les valeurs mobilières  
(L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 3°, 8° et 11° et a. 331.2; 2009,c . 58)

### Règlements concordants au Règlement modifiant le Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières

Avis est donné par l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité »), que, conformément à l'article 331.2 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, L.R.Q., c. V-1.1, les règlements suivants dont les textes sont publiés ci-dessous, pourront être pris par l'Autorité et ensuite soumis au ministre des Finances pour approbation, avec ou sans modification, à l'expiration d'un délai de 90 jours à compter de leur publication au Bulletin de l'Autorité :

- *Règlement modifiant le Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus.*

### Consultation

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par écrit avant le **19 mars 2010**, en s'adressant à :

M<sup>e</sup> Anne-Marie Beaudoin  
Secrétaire de l'Autorité  
Autorité des marchés financiers  
800, square Victoria, 22<sup>e</sup> étage  
C.P. 246, tour de la Bourse  
Montréal (Québec) H4Z 1G3  
Télécopieur : (514) 864-6381  
Courrier électronique : [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

### Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Luc Arsenault  
Géologue  
Autorité des marchés financiers  
514-395-0337, poste 4373  
Numéro sans frais : 1 877 525-0337  
[luc.arsenault@lautorite.qc.ca](mailto:luc.arsenault@lautorite.qc.ca)

**Le 18 décembre 2009**

## Avis de consultation

### **Projet de Règlement modifiant le Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières**

### **Projet de modification de l'Instruction générale relative au Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières**

#### Contexte

Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les « ACVM » ou « nous ») publions pour consultation le projet de *Règlement modifiant le Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières* (le « règlement ») et le projet de modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières* (l'« instruction générale ») (collectivement, les « textes réglementaires »)<sup>1</sup>.

Le règlement établit à l'intention des émetteurs assujettis qui exercent des activités pétrolières et gazières les obligations annuelles de dépôt relatives à la déclaration de leurs estimations des réserves et des ressources. Il énonce en outre les normes générales de présentation de l'information que doivent respecter les émetteurs assujettis qui font rapport sur leurs activités pétrolières et gazières. Ces normes s'appliquent à toute information communiquée par un émetteur assujetti au cours d'un exercice.

Nous surveillons l'application des textes réglementaires depuis leur mise en œuvre en septembre 2003 et, au Québec, en août 2005. Dans le cadre de cette surveillance, il a été possible pour le personnel des ACVM de repérer plusieurs aspects des textes réglementaires nécessitant des modifications.

Nous publions les projets de modification des textes réglementaires avec le présent avis. On peut les consulter sur les sites Web des membres des ACVM, dont les suivants :

- [www.bcsc.bc.ca](http://www.bcsc.bc.ca)
- [www.albertasecurities.com](http://www.albertasecurities.com)
- [www.sfsc.gov.sk.ca](http://www.sfsc.gov.sk.ca)
- [www.msc.gov.mb.ca](http://www.msc.gov.mb.ca)
- [www.osc.gov.on.ca](http://www.osc.gov.on.ca)
- [www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca)

Nous publions les textes suivants :

- *Règlement modifiant le Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières;*
- *Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières;*
- *projet de Règlement modifiant le Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus.*

<sup>1</sup> Dans les territoires où les projets de modification doivent être pris sous forme de règlements, la législation en valeurs mobilières prévoit le pouvoir réglementaire concernant l'objet des textes.

### **Objet des modifications**

Les modifications proposées aux textes réglementaires s'inscrivent dans les quatre grandes catégories suivantes :

1. modifications visant à préciser certaines dispositions;
2. modifications visant à modifier et à ajouter certaines obligations annuelles de dépôt afin de rendre l'information plus complète;
3. modifications visant à ajouter des indications sur la présentation d'information relatives aux réserves et aux ressources autres que des réserves;
4. modifications visant à simplifier les obligations.

### **Résumé des modifications proposées**

Nous avons résumé les principales modifications proposées en annexe du présent avis. Il ne s'agit pas d'une liste exhaustive.

Nous avons précisé les obligations en matière de signature de l'Annexe 51-101A3. Nous avons ajouté l'interdiction de combiner différentes catégories de ressources. Cette interdiction vise à empêcher la présentation d'information trompeuse et de fournir des indications supplémentaires aux émetteurs assujettis qui souhaitent présenter de l'information utile et compréhensible sur leurs ressources pétrolières et gazières. Nous avons ajouté l'obligation d'inclure une estimation basse des réserves, des ressources éventuelles et des ressources prometteuses dans l'information fournie lorsqu'une estimation haute est donnée.

Nous avons modifié les dispositions sur la présentation facultative d'information supplémentaire sur les données relatives aux réserves dans les documents annuels pour permettre la présentation d'information comparable à celle communiquée aux États-Unis. Nous avons ajouté l'obligation de présenter dans les documents annuels une description des facteurs et incertitudes significatifs applicables aux terrains dont les réserves n'ont pas été mises en valeur.

Nous avons supprimé l'obligation d'annoncer le dépôt des documents annuels au moyen d'un communiqué et l'avons remplacé par une obligation de dépôt de l'avis prévu à l'Annexe 51-101A4 au moyen de SEDAR.

Nous avons supprimé des définitions, des obligations et des indications concernant l'information financière afin de limiter la portée du règlement aux pratiques en matière d'évaluation et d'information relatives aux réserves et aux ressources autres que des réserves.

### **Autres solutions envisagées**

Comme il est indiqué ci-dessus, bon nombre de modifications visent à rendre les textes réglementaires plus clairs ou à simplifier les obligations qui y sont prévues. Toutefois, certaines obligations ont été ajoutées pour aider les émetteurs assujettis à présenter de l'information sur les activités pétrolières et gazières qui soit compréhensible. Au lieu de modifier les textes réglementaires, nous aurions pu publier un avis du personnel des ACVM pour donner d'autres indications concernant l'information sur les réserves et les ressources. Toutefois, l'Avis 51-327 du personnel des ACVM aborde déjà plusieurs des modifications indiquées ci-dessus et le personnel des ACVM constate que de l'information trompeuse est toujours présentée.

### Coûts et avantages prévus

Nous estimons que les modifications proposées aux textes réglementaires réduiront les coûts pour les émetteurs puisqu'ils n'auront plus à publier de communiqué au moment du dépôt de l'information annuelle. Cette obligation est remplacée par une obligation de dépôt au moyen de SEDAR qui n'entraîne pas les frais associés à la publication d'un communiqué. De plus, bien que les modifications prévoient l'obligation additionnelle de présenter annuellement une description des incertitudes significatives relatives aux terrains de l'émetteur assujetti auxquels aucune réserve n'a été attribuée, nous sommes d'avis que, compte tenu de l'importance croissante des ressources autres que des réserves dans la valeur d'un émetteur exerçant des activités pétrolières et gazières, la valeur de cette information pour le public dépasse les coûts associés à son établissement. Nous estimons également que, grâce aux modifications, l'information sur les réserves et ressources pétrolières et gazières présentée par l'émetteur assujetti sera plus utile et compréhensible.

### Modifications corrélatives

Nous proposons de modifier la rubrique 5.5 de l'*Annexe 41-101A1, Information à fournir dans le prospectus* afin de supprimer l'obligation de fournir des rapports annuels à la clôture de l'exercice lorsque l'émetteur n'exerce pas d'activités pétrolières et gazières à la fin de son exercice. L'émetteur est toutefois tenu de fournir le rapport sur le pétrole et le gaz prévu à l'Annexe 51-101A1, à l'Annexe 51-101A2 et à l'Annexe 51-101A3, cette obligation prenant effet à la date à laquelle l'émetteur commence à exercer des activités pétrolières et gazières.

### Modifications connexes

L'Avis 51-324 du personnel des ACVM et l'Avis 51-327 du personnel des ACVM seront modifiés pour tenir compte des changements apportés aux textes réglementaires.

### Répercussions sur les investisseurs

Les investisseurs tireront profit des modifications proposées sur plusieurs plans importants :

- L'interdiction de combiner différentes catégories de ressources devrait rendre l'information plus uniforme, utile et compréhensible sur les ressources pétrolières et gazières;
- L'obligation de présenter annuellement une description des incertitudes significatives à l'égard des terrains de l'émetteur assujetti auxquels aucune réserve n'a été attribuée permettra aux investisseurs d'obtenir de l'information supplémentaire sur les actifs qui ont une importance croissante sur la valeur de l'émetteur exerçant des activités pétrolières et gazières.

### Documents non publiés

Pour rédiger les modifications proposées aux textes réglementaires, nous n'avons utilisé aucune étude ni aucun document ou rapport important non publié.

### Consultation

Nous invitons les intéressés à soumettre des commentaires sur les modifications proposées aux textes réglementaires.

Veillez présenter vos commentaires, par écrit, au plus tard le **19 mars 2010**. Si vous ne les envoyez pas par courrier électronique, veuillez également les fournir sur disquette (format Word pour Windows).

Prière d'adresser vos commentaires aux membres des ACVM comme suit :

British Columbia Securities Commission  
 Alberta Securities Commission  
 Saskatchewan Financial Services Commission – Securities Division  
 Commission des valeurs mobilières du Manitoba  
 Commission des valeurs mobilières de l'Ontario  
 Autorité des marchés financiers  
 Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick  
 Registrar of Securities, Île-du-Prince-Édouard  
 Nova Scotia Securities Commission  
 Newfoundland and Labrador Securities Commission  
 Registrar of Securities, Territoires du Nord-Ouest  
 Registraire des valeurs mobilières, Yukon  
 Registraire des valeurs mobilières, Nunavut

Veillez n'envoyer vos commentaires qu'aux adresses suivantes, et ils seront distribués aux autres membres des ACVM.

Anne-Marie Beaudoin  
 Secrétaire de l'Autorité  
 Autorité des marchés financiers  
 800, square Victoria, 22<sup>e</sup> étage  
 C.P. 246, tour de la Bourse  
 Montréal (Québec) H4Z 1G3  
 Télécopieur : 514-864-6381  
 Courriel : [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)  
 Blaine Young, Associate Director  
 Alberta Securities Commission  
 4th Floor, 300-5th Avenue SW  
 Calgary (Alberta)  
 T2P 3C4  
 Télécopieur : 403-297-4220  
 Courriel : [blaine.young@asc.ca](mailto:blaine.young@asc.ca)

Nous ne pouvons préserver la confidentialité des commentaires parce que la législation en valeurs mobilières de certaines provinces exige la publication d'un résumé des commentaires écrits reçus pendant la période de consultation.

#### Questions

Pour toute question, veuillez vous adresser à l'une des personnes suivantes :

Luc Arsenault  
 Géologue  
 Autorité des marchés financiers  
 514-395-0337, poste 4373 ou 1-877-525-0337 (au Québec)  
[luc.arsenault@lautorite.qc.ca](mailto:luc.arsenault@lautorite.qc.ca)

Blaine Young  
 Associate Director, Corporate Finance  
 Alberta Securities Commission  
 403-297-4220  
[blaine.young@asc.ca](mailto:blaine.young@asc.ca)

Dr. David Elliott  
Chief Petroleum Advisor  
Alberta Securities Commission  
403-297-4008  
[david.elliott@asc.ca](mailto:david.elliott@asc.ca)

Mike Jackson  
Legal Counsel, Corporate Finance  
Alberta Securities Commission  
403-355-3893  
[michael.jackson@asc.ca](mailto:michael.jackson@asc.ca)

Gordon Smith  
Senior Legal Counsel, Corporate Finance  
British Columbia Securities Commission  
604-899-6656 ou 800-373-6393 (en C.-B. ou en Alberta)  
[gsmith@bcsc.bc.ca](mailto:gsmith@bcsc.bc.ca)

Robert Holland  
Chief Mining Advisor, Corporate Finance  
British Columbia Securities Commission  
604-899-6719 ou 800-373-6393 (en C.-B. ou en Alberta)  
[rholland@bcsc.bc.ca](mailto:rholland@bcsc.bc.ca)

Le texte des modifications figure ci-joint; il peut aussi être consulté sur le site Web des membres des ACVM.

**Le 18 décembre 2009**



## Annexe

### Résumé des modifications proposées

#### A. Changements liés aux IFRS

##### Termes ou expressions comptables

Nous avons remplacé les termes suivants, qui sont utilisés dans le règlement, par les termes IFRS.

Terme ou expression originale	Terme ou expression IFRS
participation minoritaire	participation ne donnant pas le contrôle

#### B. Changements dans l'information à fournir

##### *Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières*

Nous proposons de modifier le règlement comme suit :

###### *Partie 1 Champ d'application et terminologie*

- ajouter la définition de « membre de la haute direction », reprise du *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue*, en vue de clarifier les obligations sur la signature indiquées dans le sous-paragraphe *e* du paragraphe 3 de l'article 2.1 du règlement;
- remplacer, dans la définition d'« activités pétrolières et gazières », le mot « réservoirs » par le concept de sous-sol pour permettre l'application la plus large possible;
- ajouter une définition d'« obligations d'information américaines concernant le pétrole et le gaz » qui suit les modifications au régime américain de réglementation des valeurs mobilières concernant le pétrole et le gaz afin de permettre la présentation d'information supplémentaire sur les réserves;

###### *Partie 2 Obligations annuelles de dépôt*

- dans le sous-paragraphe *e* du paragraphe 3 de l'article 2.1, clarifier les obligations sur la signature du rapport prévu à l'Annexe 51-101A3;
- dans l'article 2.2, remplacer l'obligation de publication d'un communiqué par l'obligation de dépôt d'un avis;
- dans l'article 2.5, ajouter des indications supplémentaires sur la signature du rapport prévu à l'Annexe 51-101A3, particulièrement lorsque l'émetteur assujéti n'est pas une société par actions;

###### *Partie 4 Mesure*

- abroger l'article 4.1;

###### *Partie 5 Normes applicables à toute information*

- préciser que l'article 5.3 du règlement et le manuel COGE s'appliquent aux ressources autres que des réserves;
- ajouter l'article 5.16, qui interdit de combiner différentes catégories de ressources;

- ajouter l'article 5.17, qui prévoit la présentation de l'estimation basse lorsque l'estimation haute est donnée;

*Partie 8 Dispense*

- clarifier l'application de l'article 8.2;

*Partie 9 Entrée en vigueur du règlement*

- abroger l'article 9.2 puisqu'il est désormais obsolète.

***Annexe 51-101A1, Relevé des données relatives aux réserves et autre information concernant le pétrole et le gaz***

Nous proposons de modifier l'Annexe 51-101A1 comme suit :

- clarifier le paragraphe 1 des instructions générales;
- ajouter les paragraphes 7 et 8 dans les instructions générales pour aider les émetteurs assujettis à fournir de l'information claire;
- modifier les indications sur l'information supplémentaire facultative pour permettre la présentation d'information conformément aux obligations d'information américaines concernant le pétrole et le gaz (se reporter particulièrement aux rubriques 2.2 et 3.1);
- préciser que l'information visée à la rubrique 5.2 ne s'applique qu'aux données relatives aux réserves;
- fournir des indications pour calculer une superficie où les droits sont fractionnés;
- ajouter l'obligation de décrire les facteurs et incertitudes significatifs à l'égard de la mise en valeur et de la mise en production de terrains sans réserves;
- exiger la présentation d'information sur les puits de forage stratigraphique;
- préciser que la rubrique 6.9 se rapporte au volume de production quotidien brut.

***Annexe 51-101A2, Rapport sur les données relatives aux réserves de l'évaluateur ou du vérificateur de réserves qualifié indépendant***

Nous proposons de modifier l'Annexe 51-101A2 comme suit :

- préciser l'obligation selon laquelle l'évaluation doit être effectuée conformément au manuel COGE, appliqué de façon uniforme.

***Annexe 51-101A3, Rapport de la direction et du conseil d'administration sur l'information concernant le pétrole et le gaz***

Nous proposons de modifier l'Annexe 51-101A3 comme suit :

- la mettre à jour de façon à refléter les changements aux obligations sur la signature prévues par le règlement et les autres changements apportés à l'Annexe 51-101A2.

***Instruction générale relative au Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières***

Les modifications proposées à l'instruction générale tiennent compte des changements au règlement décrits ci-dessus et fournissent des indications supplémentaires sur la façon d'interpréter et d'appliquer le règlement.

**C. CHANGEMENTS D'ORDRE GÉNÉRAL**

***Remplacement de « ressources » par « ressources autres que des réserves »***

Au sens du manuel COGE, les « ressources » comprennent la production et les réserves. Afin de préciser que certaines indications du règlement et de son instruction générale ne renvoient actuellement qu'aux ressources autres que des réserves, le cas échéant, le règlement et l'instruction générale ont été modifiés pour remplacer le terme « ressources » par « ressources autres que des réserves ».

***Suppression des renvois à des sources comptables***

Nous avons supprimé du règlement et des documents connexes les définitions, obligations et indications qui se rapportaient uniquement à l'information financière à fournir par les émetteurs exerçant des activités pétrolières et gazières afin de centrer la portée du règlement sur l'évaluation technique et la présentation des réserves et des ressources autres que des réserves.

<b>Terme ou concept</b>	<b>Explication du changement</b>
ICCA	Nous avons supprimé la définition de « ICCA » et les renvois à l'ICCA puisqu'il n'est plus pertinent dans le règlement.
Note d'orientation concernant la comptabilité NOC-16 de l'ICCA	Nous avons supprimé la définition de « Note d'orientation concernant la comptabilité NOC-16 de l'ICCA » et les renvois à cette note, car on ne s'y reportera plus pour l'application du règlement.
Manuel de l'ICCA	Nous avons supprimé les renvois au Manuel de l'ICCA puisqu'il n'est plus pertinent dans le règlement.
SFAS No. 19	Nous avons supprimé la définition de « SFAS No. 19 » et les renvois à ce document puisqu'il n'est plus pertinent dans l'évaluation et la présentation de l'information prévues par le règlement.
méthode de la capitalisation du coût entier (article 4.1 du règlement)	Nous avons supprimé l'article 4.1 du règlement en nous fondant sur le fait que les obligations en matière d'établissement des états financiers dépassent désormais la portée du règlement.
mentions de la comparabilité de l'information financière et de l'information relative aux réserves	Nous avons supprimé ces mentions afin de ne plus mettre l'accent sur la comparabilité des pratiques comptables et des pratiques d'évaluation technique à l'égard du pétrole et du gaz.
chapitre 3861 et chapitre 3280 du Manuel de l'ICCA	Nous avons supprimé ces indications précises puisque ces chapitres ne seront plus invoqués pour l'application du règlement.

## RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 51-101 SUR L'INFORMATION CONCERNANT LES ACTIVITÉS PÉTROLIÈRES ET GAZIÈRES

Loi sur les valeurs mobilières

(L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 8<sup>o</sup>, 11<sup>o</sup>, 20<sup>o</sup> et 34<sup>o</sup>; 2009, c. 58)

**1.** L'article 1.1 du Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières est modifié :

1<sup>o</sup> dans le paragraphe *a* de la définition de « activités pétrolières et gazières » :

*a)* par le remplacement, dans le sous-paragraphe *ii*, des mots « des réservoirs sur ces terrains » par « du sous-sol de ces terrains »;

*b)* par le remplacement, dans le sous-paragraphe *iii*, des mots « de leurs réservoirs naturels » par « de leur emplacement souterrain naturel, »;

2<sup>o</sup> par la suppression de la définition de « ICCA »;

3<sup>o</sup> par la suppression, partout où ils se trouvent dans la définition de « indépendant », des mots « ou société »;

4<sup>o</sup> par l'insertion, après la définition de « manuel COGE », de la définition suivante :

« « membre de la haute direction » : à l'égard d'un émetteur assujetti, l'une des personnes physiques suivantes :

*a)* le président du conseil d'administration, le vice-président du conseil d'administration ou le président de l'émetteur;

*b)* vice-président responsable de l'une des principales unités d'exploitation, divisions ou fonctions, notamment les ventes, les finances ou la production;

*c)* une personne physique exerçant un pouvoir de décision à l'égard des grandes orientations de l'émetteur; »;

5<sup>o</sup> par la suppression de la définition de « Note d'orientation concernant la comptabilité NOC-16 de l'ICCA »;

6<sup>o</sup> par l'insertion, après la définition de « notice annuelle », de la définition suivante :

« « obligations d'information américaines concernant le pétrole et le gaz » : Les obligations d'information concernant les réserves et les activités pétrolières et gazières qui sont prévues par la législation fédérale américaine en valeurs mobilières, y compris les obligations d'information ou les lignes directrices imposées ou publiées par la SEC, avec leurs modifications; »;

7<sup>o</sup> par la suppression de la définition de « SFAS No. 19 ».

**2.** Le sous-paragraphe *e* du paragraphe 3 de l'article 2.1 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« *e)* il est signé :

*i)* par les personnes suivantes :

A) le chef de la direction;

B) une personne autre que le chef de la direction qui est un membre de la haute direction de l'émetteur assujetti;

*ii)* au nom du conseil d'administration, selon le cas :

A) par deux administrateurs de l'émetteur assujetti, à l'exception des personnes visées à la disposition *i* ci-dessus;

B) si l'émetteur assujetti ne compte que trois administrateurs, dont deux sont les personnes visées à la disposition *i*, par tous ses administrateurs. ».

3. L'article 2.2 de ce règlement est remplacé par le suivant :

**« 2.2. Avis de dépôt de l'information visée à l'Annexe 51-101A1**

L'émetteur assujetti doit déposer auprès de l'autorité en valeurs mobilières, en même temps que le relevé et les rapports prévus à l'article 2.1, un avis de dépôt de l'information visée à l'Annexe 51-101A1, conformément à l'Annexe 51-101A4. ».

4. Ce règlement est modifié par l'addition, après l'article 2.4, du suivant :

**« 2.5. Émetteur assujetti qui n'est pas une société par actions**

Dans le cas où l'émetteur assujetti n'est pas une société par actions, le rapport prévu à l'Annexe 51-101A3 doit être signé par les personnes qui, par rapport à l'émetteur, sont dans une situation comparable ou exercent des fonctions comparables à celles des personnes visées au paragraphe 3 de l'article 2.1. ».

5. L'article 4.1 de ce règlement est abrogé.

6. L'article 5.3 de ce règlement est remplacé par le suivant :

**« 5.3. Classement des réserves et des ressources autres que des réserves**

L'information sur les réserves ou les ressources autres que des réserves doit être présentée selon la terminologie et les catégories du manuel COGE et doit se rapporter à la catégorie la plus pertinente de réserves ou de ressources autres que des réserves dans laquelle ces réserves ou ces ressources autres que des réserves peuvent être classées. ».

7. L'article 5.9 de ce règlement est modifié :

1° dans le titre, par l'addition, après le mot « **ressources** », des mots « **autres que des réserves** »;

2° dans le paragraphe 2 :

*a)* par l'insertion, après le mot « ressources », des mots « autres que des réserves »;

*b)* par le remplacement du sous-paragraphe *b* par les suivants :

« *b)* se rapporter à la catégorie la plus pertinente de ressources autres que des réserves, conformément à l'article 5.3;

*b.1)* avoir été établie ou vérifiée conformément au manuel COGE; ».

8. L'article 5.10 de ce règlement est modifié par le remplacement, partout où ils se trouvent, de « 5.2, 5.3 et 5.9 » par « 5.2, 5.3, 5.9 et 5.16 ».

9. Ce règlement est modifié par l'addition, après l'article 5.15, des articles suivants :

**« 5.16. Interdiction de présenter des combinaisons de catégories de ressources**

1) L'émetteur assujetti ne doit pas présenter de combinaisons d'estimations de la quantité ou de la valeur de deux des catégories suivantes ou plus :

- a) les réserves;
- b) les ressources éventuelles;
- c) les ressources prometteuses;
- d) la portion non récupérable du pétrole en place à l'origine découvert;
- e) la portion non récupérable du pétrole en place à l'origine non découvert;
- f) le pétrole en place à l'origine découvert;
- g) le pétrole en place à l'origine non découvert.

2) Malgré le paragraphe 1, l'émetteur assujetti peut présenter une estimation du volume total du pétrole en place à l'origine, du pétrole en place à l'origine découvert et du pétrole en place à l'origine non découvert si les conditions suivantes sont réunies :

- a) une estimation de la quantité ou de la valeur de toutes les sous-catégories est également présentée, notamment la portion non récupérable;
- b) l'estimation est accompagnée de la mise en garde suivante, en caractères en gras :

« Le [volume total du pétrole en place à l'origine, pétrole en place à l'origine découvert ou pétrole en place à l'origine non découvert] comprend des volumes non récupérables et ne constitue pas une estimation du(de la) [volume ou quantité] de substances qui sera récupéré(e) à terme. »

**« 5.17. Présentation des estimations haute et basse des réserves et des ressources autres que des réserves**

1) L'émetteur assujetti qui présente une estimation de la somme des réserves prouvées, probables et possibles doit également indiquer les estimations correspondantes des réserves prouvées et de la somme des réserves prouvées et probables.

2) L'émetteur assujetti qui présente une estimation haute doit également indiquer l'estimation basse et la meilleure estimation correspondantes. ».

10. Le paragraphe 2 de l'article 8.2 du texte anglais de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « in accordance with » par « under ».

11. L'article 9.2 de ce règlement est abrogé.

12. L'Annexe 51-101A1 de ce règlement est modifiée :

- 1° dans les instructions générales :

a) par le remplacement du paragraphe 3 par le suivant :

« 3) *La numérotation, les titres et l'ordre des rubriques de la présente annexe sont facultatifs. L'information peut être présentée sous forme de tableaux.* »

b) par l'insertion, après le paragraphe 6, des paragraphes suivants :

« 7) *L'émetteur assujetti qui présente de l'information financière dans une autre monnaie que le dollar canadien indique la monnaie de présentation utilisée, de façon évidente et aussi souvent qu'il est nécessaire pour éviter toute confusion ou interprétation propre à induire en erreur.*

« 8) *Les émetteurs assujettis sont invités à se reporter au manuel COGE pour la présentation appropriée des unités de mesure. À moins de motifs impérieux, ils doivent se garder de passer des unités impériales (comme les barils) aux unités du Système international (comme les tonnes) et vice versa, dans un même document ou d'un document à l'autre.* »;

2° dans le paragraphe 1 des instructions de la rubrique 1.1, par la suppression de la deuxième phrase;

3° dans la rubrique 2.1 :

a) par le remplacement, dans le paragraphe 1, des mots « réserves prouvées mises en valeur et exploitées » par « réserves prouvées mises en valeur exploitées » et des mots « réserves prouvées mises en valeur et inexploitées » par « réserves prouvées mises en valeur inexploitées »;

b) par le remplacement, partout où ils se trouvent dans les paragraphes 2 et 3, des mots « charges futures d'impôt » par « charges d'impôts futurs »;

4° par le remplacement de la rubrique 2.2 par la suivante :

**« Rubrique 2.2 Information supplémentaire sur les données relatives aux réserves**

L'émetteur assujetti peut compléter l'information sur les données relatives aux réserves visée à la rubrique 2.1 en présentant aussi les éléments de cette rubrique au moyen de prix et coûts établis conformément aux obligations d'information américaines concernant le pétrole et le gaz pertinentes. »;

5° dans la rubrique 2.3, par le remplacement, partout où ils se trouvent, des mots « participations minoritaires » par « participations ne donnant pas le contrôle »;

6° dans la rubrique 2.4 :

a) par le remplacement, partout où ils se trouvent dans les paragraphes 1 et 2, des mots « participations minoritaires » par « participations ne donnant pas le contrôle »;

b) par la suppression du paragraphe 3 des instructions;

7° dans la rubrique 3.1 :

a) par le remplacement du titre par « **Estimations supplémentaires** »;

b) par le remplacement de « , à la date de clôture du dernier exercice de l'émetteur assujetti » par « établis conformément aux obligations d'information américaines concernant le pétrole et le gaz pertinentes »;

8° le paragraphe 2 des instructions de la rubrique 3.2 est modifié par la suppression de « *prix et coûts constants* » et l'expression « *et par le remplacement du mot « comprennent » par « comprend* »;

9° dans la rubrique 5.1 :

a) par le remplacement, partout où ils se trouvent dans le paragraphe 1, des mots « réserves non mises en valeur prouvées » par « réserves prouvées non mises en valeur »;

b) par le remplacement, partout où ils se trouvent dans le paragraphe 2, des mots « réserves non mises en valeur probables » par « réserves probables non mises en valeur »;

10° dans la rubrique 5.2 :

a) par l'addition, dans le titre, des mots « **influant sur les données relatives aux réserves** » après le mot « **significatifs** »;

b) par le remplacement, dans le paragraphe 1, du mot « importants » par « significatifs »;

c) par la suppression, dans l'instruction, de « *, la nécessité de construire un pipeline important ou d'autres installations importantes avant qu'on ne puisse mettre en production les réserves* »;

11° dans le sous-paragraphe a du paragraphe 2 de la rubrique 5.3, par le remplacement des mots « financement par emprunts » par « financement par emprunt »;

12° dans le paragraphe 2 de la rubrique 6.1, par le remplacement des mots « puits exploités et inexploités » par « puits producteurs et non producteurs »;

13° par l'insertion, après le paragraphe 2 de la rubrique 6.2, de ce qui suit :

**« INSTRUCTION**

*Si l'émetteur assujetti détient des participations dans différentes formations d'une même superficie selon des concessions distinctes, présenter le mode de calcul de la superficie brute et nette. Par exemple, si l'émetteur assujetti a inclus la superficie de chacune de ses concessions dans le calcul de la superficie nette malgré le fait que certaines concessions se rapportent à la même superficie, l'indiquer. Une description générale du mode de calcul de la superficie suffit.*

**« Rubrique 6.2.1 Facteurs et incertitudes significatifs applicables aux terrains sans réserves attribuées**

1. Indiquer et décrire les facteurs économiques ou incertitudes significatifs qui influent sur les activités de mise en valeur ou de production prévues sur les terrains sans réserves attribuées.

2. Le paragraphe 1 est sans application dans le cas d'une information présentée dans les états financiers de l'émetteur assujetti pour l'exercice terminé à la date d'effet.



**INSTRUCTION**

*Voici quelques exemples de renseignements qui pourraient devoir être présentés en vertu de la rubrique 6.2.1 : prévision de frais de mise en valeur ou d'exploitation exceptionnellement élevés, nécessité de construire un pipeline important ou d'autres installations importantes avant qu'on ne puisse commencer la mise en production. »;*

14° par le remplacement du paragraphe 2 de la rubrique 6.3 par le suivant :

« 2. Le paragraphe 1 ne s'applique pas aux contrats présentés expressément par l'émetteur assujetti dans ses états financiers de l'exercice terminé à la date d'effet. »;

15° dans le sous-paragraphe *b* du paragraphe 1 de la rubrique 6.7, par le remplacement des mots « puits de gaz et puits de service » par « puits de gaz, puits de service et puits de forage stratigraphique »;

16° dans le sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 de la rubrique 6.9, par l'insertion du mot « brut » après le mot « quotidien », et par la suppression de « , avant la déduction des redevances ».

**13.** Le deuxième alinéa de l'Annexe 51-101A2 de ce règlement est modifié :

1° par le remplacement, dans la note 1 au tableau du paragraphe 4, des mots « charges futures d'impôt » par « charges d'impôts futurs »;

2° dans le paragraphe 5, par l'insertion, après les mots « conformément au manuel COGE », de « , appliqué de façon uniforme, »;

3° dans le paragraphe 7, par la suppression de la deuxième phrase.

**14.** L'Annexe 51-101A3 de ce règlement est modifiée :

1° par la suppression, dans le paragraphe *c* du quatrième alinéa, de la deuxième phrase;

2° par le remplacement, sous la deuxième des lignes réservées aux signatures, du mot « dirigeant » par les mots « membre de la haute direction ».

**15.** Ce règlement est modifié par l'addition, après l'Annexe 51-101A3, de la suivante :

**« ANNEXE 51-101A4  
AVIS DE DÉPÔT DE L'INFORMATION VISÉE  
À L'ANNEXE 51-101A1**

**La présente annexe est l'annexe visée à l'article 2.2 du règlement.**

Le [date du dépôt au moyen de SEDAR], [nom de l'émetteur assujetti] a déposé les rapports visés à l'article 2.1 du règlement, que l'on peut consulter [indiquer où l'information peut être consultée en format électronique]. ».

**16.** Le présent règlement entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2011.

**MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU  
RÈGLEMENT 51-101 SUR L'INFORMATION CONCERNANT LES ACTIVITÉS  
PÉTROLIÈRES ET GAZIÈRES**

1. Le troisième paragraphe de l'article 1.2 de l'*Instruction générale relative au Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières* est modifié par le remplacement des mots « y compris l'information sur les réserves et les ressources » par « y compris l'information sur les réserves et les ressources autres que des réserves ».

2. L'article 1.4 de cette instruction générale est modifié par la suppression du quatrième paragraphe.

3. L'article 2.3 de cette instruction générale est modifié par le remplacement du dernier paragraphe par le suivant :

« L'émetteur assujéti peut compléter l'information annuelle exigée par le règlement par de l'information supplémentaire correspondant à celle visée à l'Annexe 51-101A1, à l'Annexe 51-101A2 et à l'Annexe 51-101A3, mais établie à des dates ou pour des périodes postérieures à celles pour lesquelles l'information annuelle est exigée. Cependant, pour éviter toute confusion, on devrait indiquer clairement que ce complément d'information constitue de l'information intermédiaire et le présenter distinctement de l'information annuelle (par exemple en renvoyant, s'il y a lieu, à une période intermédiaire en particulier). La présentation d'un complément d'information intermédiaire ne remplit pas les obligations d'information annuelle prévues à l'article 2.1 du règlement. ».

4. Le deuxième paragraphe du paragraphe 2 de l'article 2.4 de cette instruction générale est remplacé par le suivant :

« Toutefois, l'émetteur assujéti qui choisit cette option demeure assujéti à l'obligation de déposer, au même moment et dans la catégorie appropriée dans SEDAR, l'avis prévu à l'Annexe 51-101A4 (se reporter à l'article 2.2 du règlement). ».

5. L'article 2.7 de cette instruction générale est modifié :

1° par le remplacement, partout où ils se trouvent dans le sous-paragraphe *a* du paragraphe 3, des mots « charges futures d'impôt » par « charges d'impôts futurs ».

2° par le remplacement du paragraphe 4 par le suivant :

« 4) **Présentation d'information supplémentaire sur les produits d'exploitation nets futurs** – L'Annexe 51-101A1 prévoit la présentation des produits d'exploitation nets futurs en fonction de prix et coûts prévisionnels, mais elle permet aux émetteurs assujétis de les présenter au moyen de prix et coûts constants établis conformément aux obligations d'information américaines concernant le pétrole et le gaz pertinentes. De manière générale, on suppose que ces prix et coûts ne changent pas, mais qu'ils restent constants pendant la durée de vie d'un terrain, sauf si l'émetteur assujéti est lié par un engagement, contractuel ou autre, à livrer un produit, à certains prix ou coûts fixes ou qu'il est possible de déterminer actuellement (y compris ceux qui se rapportent à une période de prolongation d'un contrat qui sera probablement prolongé). »;

3° par la suppression du paragraphe 5;

4° par la suppression de la deuxième phrase du paragraphe 7.

6. Le paragraphe 2 de l'article 2.8 de cette instruction générale est modifié :

1° par le remplacement de la première phrase du premier paragraphe par la suivante :

« Le rapport prévu à l'Annexe 51-101A2 contient des déclarations indiquant que les écarts entre les données relatives aux réserves et les résultats réels peuvent être importants, mais que les réserves ont été établies conformément au manuel COGE appliqué de façon uniforme. »;

2° par le remplacement, dans le texte anglais du deuxième paragraphe, des mots « Any variations arising due to technical factors should be consistent » par « Any variations arising due to technical factors must be consistent ».

7. Les deuxième et troisième paragraphes du paragraphe 5 de l'article 5.2 de cette instruction générale sont remplacés par les suivants :

« Toutefois, en vertu de la rubrique 5.3 de l'Annexe 51-101A1, l'émetteur assujéti doit indiquer ses prévisions concernant les sources et les frais de financement des frais de mise en valeur futurs estimatifs dans son information annuelle. S'il prévoit que les frais de financement rendraient peu probable la mise en valeur d'un terrain, il doit aussi, malgré toute attribution de réserves, exposer cette prévision de même que ses plans à l'égard du terrain.

La présentation d'une estimation de réserves, de ressources éventuelles ou de ressources prometteuses à l'égard desquelles l'accès, en temps opportun, au financement nécessaire à leur mise en valeur n'est pas garanti peut se révéler trompeuse si elle n'est pas accompagnée, à proximité, d'une analyse (ou d'un renvoi à une telle analyse dans d'autres documents déposés par l'émetteur assujéti au moyen de SEDAR) des incertitudes quant au financement et des répercussions prévues sur l'échéancier ou le parachèvement des travaux de mise en valeur (ou sur une phase donnée de travaux de mise en valeur multiphase, comme il est souvent possible de l'observer pour les sables bitumineux. ».

8. L'article 5.3 de cette instruction générale est remplacé par le suivant :

**« 5.3. Classement des réserves et des ressources autres que des réserves**

Conformément à l'article 5.3 du règlement, l'information sur les réserves ou les ressources autres que des réserves doit être présentée selon les catégories et la terminologie du manuel COGE. Les définitions des diverses catégories de ressources, tirées du manuel COGE, sont données dans le glossaire. En outre, conformément à l'article 5.3 du règlement, l'information sur les réserves et les ressources autres que des réserves doit se rapporter à la catégorie la plus pertinente de réserves ou de ressources autres que des réserves dans laquelle les réserves ou les ressources autres que des réserves peuvent être classées. Par exemple, les ressources découvertes comptent plusieurs sous-catégories, dont les réserves, les ressources éventuelles et les ressources découvertes non récupérables. Les ressources découvertes doivent être classées dans l'une de ces sous-catégories.

En outre, les réserves peuvent être estimées suivant trois sous-catégories, à savoir les réserves prouvées, probables ou possibles, selon la probabilité de leur mise en production. Tel que le décrit le manuel COGE, les réserves prouvées, probables et possibles représentent, respectivement, les estimations prudentes, réalistes et optimistes des réserves. Par conséquent, toute information sur les réserves doit être répartie entre ces trois sous-catégories. Pour plus d'indications sur la présentation des réserves et des ressources autres que des réserves, consulter les articles 5.2 et 5.5 de la présente instruction générale. ».

9. L'article 5.5 de cette instruction générale est modifié :

1° par l'addition, dans le titre, des mots « **autres que des réserves** » après le mot « **ressources** »;

2° par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant :

« 1) **Information sur les ressources en général** – L'information sur les ressources, à l'exclusion des réserves prouvées et probables, n'est pas obligatoire en vertu du règlement, sauf que l'émetteur assujéti doit présenter dans ses dépôts annuels, à l'égard de ses activités relatives aux terrains non prouvés et aux ressources, l'information visée à la partie 6 de l'Annexe 51-101A1. Toute information supplémentaire présentée en sus de celle exigée est facultative et doit respecter l'article 5.9 du règlement si des résultats prévus de ressources autres que des réserves sont présentés volontairement.

En ce qui concerne les prospectus, le respect de l'obligation générale prévue par la législation en valeurs mobilières de révéler de façon « complète, véridique et claire » tous les faits importants nécessite la présentation d'information sur les réserves ou les ressources autres que des réserves qui sont importantes pour l'émetteur, même si celle-ci n'est pas prescrite par le règlement. Cette information doit reposer sur une analyse valable.

L'information sur les ressources autres que des réserves peut nécessiter le recours à des mesures statistiques potentiellement peu connues de l'utilisateur. Il incombe à l'évaluateur et à l'émetteur assujéti de bien connaître ces mesures et à ce dernier de pouvoir les expliquer aux investisseurs. De l'information sur les mesures statistiques figure dans le manuel COGE (article 9 du volume 1 et article 4 du volume 2) et dans les nombreux documents techniques<sup>4</sup> portant sur ce sujet. »;

3° par le remplacement de la dernière phrase du deuxième paragraphe du paragraphe 2 par la suivante :

« Il ne doit pas présenter une estimation représentant une combinaison de différentes catégories de ressources (se reporter à l'article 5.16 du règlement). »;

4° par le remplacement du sous-paragraphe *b* du paragraphe 3 par le suivant :

« *b*) Définition des catégories de ressources

Pour remplir l'obligation de définir la catégorie de ressources, l'émetteur assujéti doit s'assurer que la définition indiquée est conforme aux catégories de ressources et à la terminologie du manuel COGE, conformément à l'article 5.3 du règlement. L'article 5 du volume 1 du manuel COGE et le glossaire énoncent et définissent les diverses catégories de ressources.

L'émetteur assujéti pourrait souhaiter déclarer des réserves ou des ressources autres que des réserves pétrolières ou gazières à titre de « volumes en place ». Par définition, les réserves de tout type, les ressources éventuelles et les ressources prometteuses sont des estimations de volumes qui sont ou pourraient être récupérables et, à ce titre, ne peuvent être décrites comme étant « en place ». Il ne faut pas utiliser de termes comme « réserves éventuelles », « réserves non découvertes », « réserves en place » ou autres, car ils sont inexacts et trompeurs. L'information sur les réserves ou les ressources autres que des réserves doit être conforme à la terminologie et aux catégories énoncées dans le manuel COGE, conformément à l'article 5.3 du règlement.

L'émetteur assujéti peut déclarer d'autres catégories de ressources, comme le pétrole en place à l'origine découvert, le pétrole en place à l'origine non découvert et le volume total du pétrole en place à l'origine. Toutefois, l'information supplémentaire visée à l'article 5.16 du règlement doit être incluse également. ».

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 41-101 SUR LES OBLIGATIONS GÉNÉRALES RELATIVES AU PROSPECTUS**

Loi sur les valeurs mobilières

(L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 1<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 8<sup>o</sup> et 11<sup>o</sup>; 2009, c. 58)

**1.** La rubrique 5.5 de l'Annexe 41-101A1 du Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus est remplacée par la suivante :

**« 5.5. Émetteurs exerçant des activités pétrolières et gazières**

1) Si l'émetteur exerce des activités pétrolières et gazières au sens du Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières et que de l'information concernant le pétrole et le gaz est importante relativement à l'émetteur assujéti, comme il est prévu par ce règlement, présenter cette information conformément à l'Annexe 51-101A1 du Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières, arrêtée, selon le cas :

*a)* à la date du dernier exercice dont le prospectus contient un bilan vérifié de l'émetteur;

*b)* à la fin de la période comptable la plus récente dont le prospectus contient le bilan vérifié de l'émetteur et pour la période comptable la plus récente dont le prospectus contient l'état des résultats vérifié de l'émetteur, s'il est impossible de présenter de l'information établie pour un exercice complet conformément au sous-paragraphe *a*;

*c)* si l'émetteur n'exerçait pas d'activités pétrolières et gazières à la date visée au sous-paragraphe *a* ou *b*, à une date postérieure à celle à laquelle il a commencé à exercer des activités pétrolières et gazières, au sens du Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières, et antérieure à celle du prospectus provisoire.

2) Joindre à l'information fournie en vertu du paragraphe 1 un rapport établi conformément à l'Annexe 51-101A2 du Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières sur les données relatives aux réserves incluses dans cette information.

3) Joindre à l'information fournie en vertu du paragraphe 1 un rapport établi conformément à l'Annexe 51-101A3 du Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières qui fait renvoi à cette information.

4) Fournir l'information prévue par la partie 6 du Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières concernant les changements importants qui se sont produits après le bilan pertinent visé au paragraphe 1, si elle n'a pas été fournie en réponse à ce paragraphe. ».

**2.** Le présent règlement entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2011.

## Draft Regulation

Securities Act

(R.S.Q. c. V-1.1, s. 331.1, pars. (1), (2), (3), (8), (11), (20) and (34), and s. 331.2; 2009, c. 58)

### Regulation to amend Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities

Notice is hereby given by the *Autorité des marchés financiers* (the "Authority") that, in accordance with section 331.2 of the *Securities Act*, R.S.Q. c. V-1.1, the following Regulation, the text of which is published hereunder, may be made by the Authority and subsequently submitted to the Minister of Finance for approval, with or without amendment, after 90 days have elapsed since their publication in the Bulletin of the Authority:

- *Regulation to amend Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities.*

Draft amendments to the *Policy Statement to Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities* are also published hereunder.

### Request for comment

Comments regarding the above may be made in writing before **March 19, 2010**, to the following:

M<sup>e</sup> Anne-Marie Beaudoin  
Corporate Secretary  
Autorité des marchés financiers  
800, square Victoria, 22<sup>e</sup> étage  
C.P. 246, tour de la Bourse  
Montréal (Québec) H4Z 1G3  
Fax: (514) 864-6381  
E-mail: [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

### Further information

Further information is available from:

Luc Arsenault  
Géologue  
Autorité des marchés financiers  
514-395-0337, ext. 4373  
Toll-free: 1 877 525-0337  
[luc.arsenault@lautorite.qc.ca](mailto:luc.arsenault@lautorite.qc.ca)

**December 18, 2009**

## Draft Regulation

Securities Act

(R.S.Q. c. V-1.1, s. 331.1, par. (1), (3), (8) and (11) and s. 331.2; 2009, c. 58)

### Concordant Regulation to Regulation to amend Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities

Notice is hereby given by the *Autorité des marchés financiers* (the "Authority") that, in accordance with section 331.2 of the *Securities Act*, R.S.Q. c. V-1.1, the following Regulations, the texts of which are published hereunder, may be made by the Authority and subsequently submitted to the Minister of Finance for approval, with or without amendment, after 90 days have elapsed since their publication in the Bulletin of the Authority:

- *Regulation to amend Regulation 41-101 respecting General Prospectus Requirements.*

### Request for comment

Comments regarding the above may be made in writing before **March 19, 2010**, to the following:

M<sup>e</sup> Anne-Marie Beaudoin  
Corporate Secretary  
Autorité des marchés financiers  
800, square Victoria, 22<sup>e</sup> étage  
C.P. 246, tour de la Bourse  
Montréal (Québec) H4Z 1G3  
Fax: (514) 864-6381  
E-mail: [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

### Further information

Further information is available from:

Luc Arsenault  
Géologue  
Autorité des marchés financiers  
514-395-0337, ext. 4373  
Toll-free: 1 877 525-0337  
[luc.arsenault@lautorite.qc.ca](mailto:luc.arsenault@lautorite.qc.ca)

**December 18, 2009**

## Notice and Request for Comment

### **Draft Regulation to amend Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities**

### **Draft amendments to Policy Statement to Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities**

#### **Background**

We, the Canadian Securities Administrators (CSA), are publishing for comment draft *Regulation to amend Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities* (Regulation 51-101) and draft amendments to *Policy Statement to Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities* (Policy Statement 51-101) (collectively, the Regulation).<sup>1</sup>

Regulation 51-101 sets out the annual filing requirements for reporting issuers who are involved in oil and gas activities to report their estimates of reserves and resources. In addition, Regulation 51-101 sets out the general disclosure standards for reporting issuers who are reporting on their oil and gas activities. The disclosure standards apply to any disclosure made by a reporting issuer throughout the year.

Since the CSA implemented the Regulation in September 2003, we have monitored how it is working. As a result of CSA staff experience, we identified several areas in the Regulation which need to be amended.

We are publishing the proposed amendments to the Regulation with this Notice. You can find them on websites of CSA members, including the following:

- [www.bcsc.bc.ca](http://www.bcsc.bc.ca)
- [www.albertasecurities.com](http://www.albertasecurities.com)
- [www.sfsc.gov.sk.ca](http://www.sfsc.gov.sk.ca)
- [www.msc.gov.mb.ca](http://www.msc.gov.mb.ca)
- [www.osc.gov.on.ca](http://www.osc.gov.on.ca)
- [www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca)

We are publishing

- *Regulation to amend Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities*
- *Amendments to Policy Statement to Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities*
- *Regulation to amend Regulation 41-101 respecting General Prospectus Requirements*

<sup>1</sup> In those jurisdictions in which the proposed amendments are to be adopted as rules or regulations, the securities legislation in each of those jurisdictions provides the securities regulatory authority with rule-making or regulation-making authority in respect of the subject matter of the proposed amendments.



### **Substance and purpose of the amendments**

The proposed amendments to the Regulation fall into the following four broad categories:

1. Amendments to clarify some provisions of the Regulation.
2. Amendments to amend and add certain requirements to the annual filing requirements to provide for more comprehensive disclosure.
3. Amendments to certain provisions to provide new guidelines for disclosure of reserves and resources other than reserves.
4. Amendments to streamline requirements in the Regulation.

### **Summary of proposed amendments**

We have summarized the significant proposed amendments in the Appendix. This is not a complete list of all the amendments.

We have clarified the signing requirements of Form 51-101F3. We have added a prohibition against adding across resource categories. This prohibition is intended to prevent misleading disclosure and to provide additional guidance to reporting issuers wishing to make meaningful and understandable disclosure of their oil and gas resources. We have added a requirement that the low estimate of reserves, contingent resources and prospective resources be included in the disclosure when the high estimate is disclosed.

We have amended the optional supplemental disclosure of reserves data in annual disclosure to allow for disclosure which is comparable to US disclosure. We have added a requirement in the annual disclosure to discuss the significant factors and uncertainties associated with properties for which no reserves have been developed.

We have removed the requirement to announce the annual filings with a press release and replaced it with the requirement to file a Form 51-101F4 notice on SEDAR.

We have removed definitions, requirements and guidance related to financial reporting to limit the scope of Regulation 51-101 to evaluation and disclosure practices related to reserves and resources other than reserves.

### **Alternatives considered**

As discussed above, many of the amendments are intended to clarify the Regulation or to streamline requirements; however certain requirements are being introduced to assist reporting issuers in providing understandable oil and gas disclosure. One alternative to amending the Regulation was to issue a CSA Staff Notice to provide additional guidance on reserve and resource disclosure. However, CSA Staff Notice 51-327 already addresses several of the amendments noted above and CSA Staff continues to see misleading disclosure.

### **Anticipated costs and benefits**

We believe that the proposed amendments to the Regulation will reduce issuers' costs, as the amendments will remove the requirement to disseminate a press release when filing annual disclosure. This requirement is replaced with a filing requirement on SEDAR, which would not have the dissemination costs associated with a press release. In addition, while the amendments do impose an additional mandatory requirement to discuss annually the significant uncertainties related to the reporting issuer's properties that have not been assigned reserves, we believe that given the growing importance of resources other than reserves to an oil and gas issuer's value, the value of this information to the public outweighs the costs of preparation. We also believe that the amendments will make

reporting issuers' disclosure about oil and gas reserves and resources more meaningful and understandable to the public.

#### **Consequential amendments**

We propose to amend Item 5.5 of Form 41-101F1 *Information Required in a Prospectus* to remove the obligation to provide annual reports as at the year-end when an issuer is not engaged in oil and gas activities at its year-end. However, that issuer is required to provide an oil and gas report in accordance with the Form 51-101F1, Form 51-101F2 and Form 51-101F3 which is effective subsequent to the date on which the issuer engaged in oil and gas activities.

#### **Related amendments**

CSA Staff Notice 51-324 and CSA Staff Notice 51-327 will be amended to reflect changes to the Regulation.

#### **Impact on investors**

The proposed amendments will benefit investors in several important respects:

- By prohibiting the addition across resource categories, investors should receive more consistent, meaningful and understandable disclosure of oil and gas resources.
- By imposing a mandatory requirement to discuss annually the significant uncertainties related to the reporting issuer's properties that have not been assigned reserves, investors will receive additional disclosure about assets which have a growing importance to an oil and gas issuer's value.

#### **Unpublished materials**

In proposing amendments to the Regulation, we have not relied on any significant unpublished study, report, or other written materials.

#### **Request for comments**

We welcome your comments on the proposed amendments to the Regulation.

Please submit your comments on the proposed amendments to the Regulation in writing on or before **March 19, 2010**. If you are not sending your comments by email, you should also forward a diskette containing the submissions (in Windows format, Word).

Address your submission to all of the CSA member commissions, as follows:

British Columbia Securities Commission  
 Alberta Securities Commission  
 Saskatchewan Financial Services Commission – Securities Division  
 Manitoba Securities Commission  
 Ontario Securities Commission  
 Autorité des marchés financiers  
 New Brunswick Securities Commission  
 Registrar of Securities, Prince Edward Island  
 Nova Scotia Securities Commission  
 Newfoundland and Labrador Securities Commission  
 Registrar of Securities, Northwest Territories  
 Registrar of Securities, Yukon Territory  
 Registrar of Securities, Nunavut

Deliver your comments **only** to the addresses that follow. Your comments will be forwarded to the other CSA member jurisdictions.

Anne-Marie Beaudoin  
 Corporate Secretary  
 Autorité des marchés financiers  
 800, square Victoria, 22e étage  
 C.P. 246, tour de la Bourse  
 Montréal, Québec H4Z 1G3  
 Fax: 514-864-6381  
 E-mail: [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

Blaine Young, Associate Director  
 Alberta Securities Commission  
 4th Floor, 300-5th Avenue SW  
 Calgary, Alberta  
 T2P 3C4  
 Fax: 403-297-4220  
 e-mail : [blaine.young@asc.ca](mailto:blaine.young@asc.ca)

We cannot keep submissions confidential because securities legislation in certain provinces requires publication of a summary of the written comments received during the comment period.

#### Questions

Please refer any questions you may have regarding this notice to the following people:

Luc Arsenault  
 Géologue  
 Autorité des marchés financiers  
 514-395-0337, ext. 4373 or 1-877-525-0337 (in Québec)  
[luc.arsenault@lautorite.qc.ca](mailto:luc.arsenault@lautorite.qc.ca)

Blaine Young  
 Associate Director, Corporate Finance  
 Alberta Securities Commission  
 403- 297-4220  
[blaine.young@asc.ca](mailto:blaine.young@asc.ca)

Dr. David Elliott  
 Chief Petroleum Advisor  
 Alberta Securities Commission  
 403-297-4008  
[david.elliott@asc.ca](mailto:david.elliott@asc.ca)

Mike Jackson  
 Legal Counsel, Corporate Finance  
 Alberta Securities Commission  
 403-355-3893  
[michael.jackson@asc.ca](mailto:michael.jackson@asc.ca)

Gordon Smith  
 Senior Legal Counsel, Corporate Finance  
 British Columbia Securities Commission  
 604-899-6656 or 800-373-6393 (if calling from B.C. or Alberta)  
[gsmith@bcsc.bc.ca](mailto:gsmith@bcsc.bc.ca)

Robert Holland  
Chief Mining Advisor, Corporate Finance  
British Columbia Securities Commission  
604-899-6719 or 800-373-6393 (if calling from B.C. or Alberta)  
[rholland@bcsc.bc.ca](mailto:rholland@bcsc.bc.ca)

The text of the proposed amendments follows or can be found elsewhere on a CSA member website.

**December 18, 2009**

## Appendix

### Summary of proposed amendments

#### A. IFRS CHANGES

##### Accounting Terms or Phrases

We replaced the following terms used in Regulation 51-101 with the IFRS terms.

Original Term or Phrase	IFRS Term or Phrase
minority interest	non-controlling interest

#### B. OIL AND GAS DISCLOSURE CHANGES

##### *Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities*

We propose to amend Regulation 51-101 as follows:

##### *Part 1 Application and Terminology*

- by adding a definition of executive officer, which parallels the definition in *Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations*, in order to clarify the signing requirements outlined in paragraph 2.1 (3)(e) of Regulation 51-101
- by adding a definition of Form 51-101F4 *Notice of Filing of 51-101F1 Information*
- by removing the word reservoirs from the definition of oil and gas activities and replacing it with the concept of subsurface, to allow for the broadest possible application
- by adding a definition of US oil and gas disclosure requirements that tracks changes to the US oil and gas securities regulatory regime to allow for supplemental reserves disclosure

##### *Part 2 Annual Filing Requirements*

- in paragraph 2.1(3)(e) by clarifying the Form 51-101F3 signing requirements
- in section 2.2 by removing the news release requirement and replacing it with a notice requirement
- in section 2.5 by providing additional Form 51-101F3 signing guidance, in particular for situations where the reporting issuer is not a corporation

##### *Part 4 Measurement*

- by deleting section 4.1

##### *Part 5 Requirements Applicable to all Disclosure*

- by clarifying that section 5.3 of Regulation 51-101 and the COGE Handbook apply to resources other than reserves
- by adding section 5.16 which prohibits addition across resources categories
- by adding section 5.17 which requires the disclosure of the low estimate when the high estimate is disclosed

*Part 8 Exemptions*

- by clarifying the application of section 8.2

*Part 9 Regulation in Force*

- by deleting section 9.2, as it is no longer relevant.

***Form 51-101F1 Statement of Reserves Data and Other Oil and Gas Information***

We propose to amend the Form 51-101F1 as follows:

- by clarifying General Instruction (1)
- by including General Instruction (7) and (8) to assist reporting issuers in providing clear disclosure
- by modifying guidance related to the optional supplemental disclosure to allow for disclosure in accordance with US oil and gas disclosure requirements (in particular see Item 2.2 and Item 3.1)
- by clarifying that the information in Item 5.2 only applies to reserves data
- by providing guidance for calculating area where there are split-rights
- by adding a requirement to describe the significant factors and uncertainties related to the development of and production from properties without any reserves
- by requiring the disclosure of stratigraphic test wells
- by clarifying that Item 6.9 relates to gross daily production volumes

***Form 51-101F2 Report on Reserves Data by Independent Qualified Reserves Evaluator or Auditor***

We propose to amend Form 51-101F2 as follows:

- by clarifying the requirement that the evaluation must be done in accordance with the COGE Handbook, consistently applied.

***Form 51-101F3 Report of Management and Directors on Oil and Gas Disclosure***

We propose to amend Form 51-101F3 as follows:

- by updating the form to mirror the changes to the signing requirements in Regulation 51-101 and the changes to the Form 51-101F2

***Policy Statement 51-101***

The proposed amendments to Policy Statement 51-101 reflect the changes to Regulation 51-101 described above and provide further guidance on how to interpret and apply Regulation 51-101.

**C. GENERAL CHANGES*****Resources to Resources Other than Reserves***

“Resources” as defined in the COGE Handbook includes production and reserves. In order to clarify that certain guidance in Regulation 51-101 and Policy Statement 51-101 currently only relates to resources other than reserves, where applicable, Regulation 51-101 and

Policy Statement 51-101 have been amended to change the term “resources” to “resources other than reserves”.

#### ***Removal of Accounting References***

We have removed definitions, requirements and guidance solely related to financial reporting by oil and gas issuers from Regulation 51-101 and related documents with the intention of focusing the regulatory scope of Regulation 51-101 on the technical evaluation and disclosure of reserves and resources other than reserves.

<b>Term / Concept</b>	<b>Explanation of Change</b>
CICA	We removed the definition and references to CICA since the CICA is no longer relevant to Regulation 51-101.
CICA Accounting Guideline 16	We removed the definition and references to CICA Accounting Guideline 16 as it will no longer be relied on for the purposes of Regulation 51-101.
CICA Handbook	We removed the definition and references to CICA Handbook since it is no longer relevant to Regulation 51-101.
FAS 19	We removed the definition and references to FAS 19 since it is no longer relevant to the evaluation and disclosure prescribed by Regulation 51-101.
Full cost method of accounting (section 4.1 of Regulation 51-101)	We removed section 4.1 of Regulation 51-101 on the basis that requirements as to the preparation of financial statements are no longer within the scope of Regulation 51-101.
References to comparability of financial and reserves disclosure	We have removed these references to deemphasize the comparability of oil and gas accounting and oil and gas technical evaluation practice.
Section 3861 and Section 3280 of CICA Handbook	We have removed this specific guidance as it will no longer be relied on for the purpose of Regulation 51-101.

**REGULATION TO AMEND REGULATION 51-101 RESPECTING STANDARDS OF DISCLOSURE FOR OIL AND GAS ACTIVITIES**

Securities Act

(R.S.Q., c. V-1.1, s. 331.1, pars (1), (2), (3), (8), (11), (20) and (34); 2009, c. 58)

**1.** Section 1.1 of Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities is amended:

(1) in subparagraph (a) of the definition of “oil and gas activities”:

(a) by replacing, in subparagraph (ii), the words “reservoirs on” with “the subsurface of”;

(b) by replacing, in subparagraph (iii), the word “reservoirs” with “subsurface locations”;

(2) by deleting the definition of “CICA”;

(3) by deleting, wherever they appear in the French text of the definition of “independent”, the words “ou société”;

(4) by adding the following definition after the definition of “effective date”:

““executive officer” means, for a reporting issuer, an individual who is

(a) a chair, vice-chair or president;

(b) a vice-president in charge of a principal business unit, division or function including sales, finance or production; or

(c) performing a policy-making function in respect of the issuer;”;

(5) by deleting the definition of “CICA Accounting Guideline 16”;

(6) by adding the following definition after the definition of “supporting filing”, and making the necessary changes:

““US oil and gas disclosure requirements” means the disclosure requirements relating to reserves and oil and gas activities under US federal securities law and include disclosure requirements or guidelines imposed or issued by the SEC, as amended from time to time;”;

(7) by deleting the definition of “FAS 19”.

**2.** Paragraph (e) of subsection 3 of section 2.1 of the Regulation is replaced with the following:

“(e) is signed

(i) by

(A) the chief executive officer; and

(B) a person other than the chief executive officer that is an executive officer of the reporting issuer; and



(ii) on behalf of the board of directors, by

(A) any two directors of the reporting issuer, other than the persons referred to in subparagraph (i) above, or

(B) if the issuer has only three directors, two of whom are the persons referred to in subparagraph (i), all of the directors of the reporting issuer.”.

3. Section 2.2 of the Regulation is replaced with the following:

**“2.2 Notice of Filing of 51-101F1 Information**

A reporting issuer must, concurrently with filing a statement and reports under section 2.1, file with the securities regulatory authority a notice of filing of 51-101F1 information in accordance with Form 51-101F4.”.

4. The Regulation is amended by adding the following section after section 2.4:

**“2.5 Reporting Issuer Not a Corporation**

If the reporting issuer is not a corporation, a report in accordance with Form 51-101F3 must be signed by the persons who, in relation to the reporting issuer, are in a similar position or perform similar functions to the persons required to sign under item 3 of section 2.1.”.

5. Section 4.1 of the Regulation is repealed.

6. Section 5.3 of the Regulation is replaced with the following:

**“5.3 Classification of Reserves and of Resources Other than Reserves**

Disclosure of reserves or of resources other than reserves must apply the terminology and categories set out in the COGE Handbook and must relate to the most specific category of reserves or of resources other than reserves in which the reserves or resources other than reserves can be classified.”.

7. Section 5.9 of the Regulation is amended:

(1) in the title, by adding the words **“Other Than Reserves”** after the word **“Resources”**;

(2) in subsection 2:

(a) by adding the words “other than reserves” after the word “resources”;

(b) by replacing paragraph (b) with the following:

“(b) relate to the most specific category of resources other than reserves as required by section 5.3;

(b.1) have been prepared or audited in accordance with the COGE Handbook; and”.

8. Section 5.10 of the Regulation is amended by replacing, wherever it appears, “5.2, 5.3 and 5.9” with “5.2, 5.3, 5.9 and 5.16”.

9. The Regulation is amended by adding the following sections after section 5.15:

**“5.16 Prohibition Against Addition Across Resource Categories**

(1) A reporting issuer must not disclose a summation of any combination of an estimate of quantity or value of any two or more of the following:

- (a) reserves;
- (b) contingent resources;
- (c) prospective resources;
- (d) the unrecoverable portion of discovered petroleum initially-in-place;
- (e) the unrecoverable portion of undiscovered petroleum initially-in-place;
- (f) discovered petroleum initially-in-place; and
- (g) undiscovered petroleum initially-in-place.

(2) Notwithstanding subsection (1), a reporting issuer may disclose an estimate of total petroleum initially-in-place, discovered petroleum initially-in-place and undiscovered petroleum initially-in-place if:

- (a) the estimate of quantity or value of all subcategories are also disclosed, including the unrecoverable portion(s); and
- (b) there is a cautionary statement that is proximate to the estimate, in bold font, to the effect that:

“The [total petroleum initially-in-place, discovered petroleum initially-in-place or undiscovered petroleum initially-in-place,] includes unrecoverable volumes and is not an estimate of the [value or volume] of the substances that will ultimately be recovered.”

**“5.17 Disclosure of High- and Low-Case Estimates of Reserves and of Resources other than Reserves**

(1) If a reporting issuer discloses an estimate of proved + probable + possible reserves, the reporting issuer must also disclose the corresponding estimates of proved and proved + probable reserves.

(2) If a reporting issuer discloses a high-case estimate, the reporting issuer must also disclose the corresponding low- and best-case estimates.”.

10. Subsection 2 of section 8.2 of the Regulation is amended by replacing the words “in accordance with” with “under”.

11. Section 9.2 of the Regulation is repealed.

12. Form 51-101F1 of the Regulation is amended:

- (1) in the General Instructions:
  - (a) by replacing instruction (3) with the following:

“(3) *The numbering, headings and ordering of items included in this Form 51-101F1 are guidelines only. Information may be provided in tables.*”;

- (b) by adding the following instructions after instruction (6):

*“(7) If a reporting issuer discloses financial information in a currency other than the Canadian dollar, clearly, and as frequently as is appropriate to avoid confusing or misleading readers, disclose the currency in which the financial information is disclosed.*

*“(8) Reporting Issuers should refer to the COGE Handbook for the proper reporting of units of measurement. Reporting issuers should not, without compelling reason, switch between imperial units of measure (such as barrels) and Système International (SI) units of measurement (such as tonnes) within or between disclosure documents.”;*

- (2) in instruction (1) of item 1.1, by deleting the second sentence;

- (3) in the French text of item 2.1:

(a) by replacing, in paragraph 1, the words “réserves prouvées mises en valeur et exploitées” with “réserves prouvées mises en valeur exploitées”, and the words “réserves prouvées mises en valeur et inexploitées” with “réserves prouvées mises en valeur inexploitées”;

(b) by replacing, wherever they appear in paragraphs 2 and 3, the words “charges futures d’impôt” with “charges d’impôts futures”;

- (4) by replacing item 2.2 with the following:

**“Item 2.2 Supplemental Disclosure of Reserves Data**

The reporting issuer may supplement its disclosure of reserves data under Item 2.1 by also disclosing the components of Item 2.1, using prices and costs as determined in a manner consistent with the relevant US oil and gas disclosure requirements.”;

(5) in item 2.3, by replacing, wherever they appear, the words “minority interest” with “non-controlling interest”;

- (6) in item 2.4:

(a) by replacing, wherever they appear in paragraphs 1 and 2, the words “minority interest” with “non-controlling interest”;

(b) by deleting instruction (3);

- (7) in item 3.1:

(a) by deleting, in the title, the words “**Constant Prices Used in**”;

(b) by replacing “operates, as at the last day of the reporting issuer’s most recent financial year” with “operates as determined in a manner consistent with the relevant US oil and gas disclosure requirements”;

(8) in instruction (2) of item 3.2, by deleting “*term “constant prices and costs” and the*” and replacing “*include*” with “*includes*”;

(9) in the French text of item 5.1:

(a) by replacing, wherever they appear in paragraph 1, the words “réserves non mises en valeur prouvées” with “réserves prouvées non mises en valeur”;

(b) by replacing, wherever they appear in paragraph 2, the words “réserves non mises en valeur probables” with “réserves probables non mises en valeur”;

(10) in item 5.2:

(a) by adding, in the title, the words “**Affecting Reserves Data**” after “**Uncertainties**”;

(b) by replacing, in paragraph 1, the word “important” with “significant”;

(c) by deleting, in the instruction, “, *the need to build a major pipeline or other major facility before production of reserves can begin,*”;

(11) in the French text of subparagraph (a) of paragraph 2 of item 5.3, by replacing the words “financement par emprunts” with “financement par emprunt”;

(12) in the French text of paragraph 2 of item 6.1, by replacing the words “puits exploités et inexploités” with “puits producteurs et non producteurs”;

(13) by adding the following after paragraph 2 of item 6.2:

**“INSTRUCTION**

*If a reporting issuer holds interests in different formations under the same surface area pursuant to separate leases, disclose the method of calculating the gross and net area. For example, if the reporting issuer has included the area of each of its leases in its calculation of net area despite the fact that certain leases will pertain to the same surface area, disclose that fact. A general description of the method of calculating the area will suffice.*

**“Item 6.2.1 Significant Factors or Uncertainties Relevant to Properties With No Attributed Reserves**

1. Identify and discuss significant economic factors or significant uncertainties that affect the anticipated development or production activities on properties with no attributed reserves.

2. Section 1 does not apply if the information is disclosed in the reporting issuer’s financial statements for the financial year ended on the effective date.

**“INSTRUCTION**

*Examples of information that could warrant disclosure under this Item 6.2.1 include unusually high expected development costs or operating costs or the need to build a major pipeline or other major facility before production can begin.”;*

(14) by replacing paragraph 2 of item 6.3 with the following:

“2. Section 1 does not apply to agreements specifically disclosed by the reporting issuer in its financial statements for the financial year ended on the effective date.”;

(15) in subparagraph (b) of paragraph 1 of item 6.7, by replacing the words “gas wells and service wells” with “gas wells, service wells and stratigraphic test wells”;

(16) in subparagraph (a) of paragraph (1) of item 6.9, by adding the word “gross” after “daily” and by deleting “, before deduction of royalties”.

**13.** The second paragraph of Form 51-101F2 of the Regulation is amended:

(1) in the French text of footnote 1 to the table in subparagraph 4, by replacing the words “charges futures d’impôt” with “charge d’impôts futurs”;

(2) in subparagraph 5, par adding “, consistently applied” after the words “in accordance with the COGE Handbook”;

(3) in subparagraph 7, by deleting the second sentence.

**14.** Form 51-101F3 of the Regulation is amended:

(1) in subparagraph (c) of the fourth paragraph, by deleting the second sentence;

(2) under the second signature line, by replacing the words “a senior officer” with “an executive officer”.

**15.** The Regulation is amended by adding the following after Form 51-101F3:

**“FORM 51-101F4  
NOTICE OF  
FILING OF 51-101F1 INFORMATION**

**This is the form referred to in section 2.2 of the Regulation.**

On [date of SEDAR Filing], [name of reporting issuer] filed its reports under section 2.1 of the Regulation, which can be found [describe where a copy of the filed information can be found for viewing by electronic means].”.

**16.** This Regulation comes into force January 1, 2011.

**AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 51-101  
RESPECTING STANDARDS OF DISCLOSURE FOR OIL AND GAS ACTIVITIES**

1. The third paragraph of section 1.2 of *Policy Statement to Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities* is amended by replacing the words “including disclosure of reserves and resources” with “including disclosure of reserves and of resources other than reserves”.

2. Section 1.4 of the Policy Statement is amended by deleting the fourth paragraph.

3. Section 2.3 of the Policy Statement is amended by replacing the last paragraph with the following:

“A reporting issuer may supplement the annual disclosure required under Regulation 51-101 with additional information corresponding to that prescribed in Form 51-101F1, Form 51-101F2 and Form 51-101F3, but as at dates, or for periods, subsequent to those for which annual disclosure is required. However, to avoid confusion, such supplementary disclosure should be clearly identified as being interim disclosure and distinguished from the annual disclosure (for example, if appropriate, by reference to a particular interim period). Supplementary interim disclosure does not satisfy the annual disclosure requirements of section 2.1 of Regulation 51-101.”.

4. The second paragraph of paragraph (2) of section 2.4 of the Policy Statement is replaced with the following:

“However, a reporting issuer that elects to follow this approach continues to be subject to the requirement to file, at the same time and on SEDAR, in the appropriate SEDAR category, the notice in accordance with Form 51-101F4 (see section 2.2 of Regulation 51-101).”.

5. Section 2.7 of the Policy Statement is amended:

(1) by replacing, wherever they appear in the French text of subparagraph (a) of paragraph (3), the words “charges futures d’impôt” with “charges d’impôts futurs”;

(2) by replacing paragraph (4) with the following:

“(4) **Supplemental Disclosure of Future Net Revenue** - In addition to requiring the disclosure of future net revenue using forecast prices and costs, Form 51-101 F1 gives reporting issuers the option of disclosing future net revenue based on prices and costs determined in accordance with the relevant US oil and gas disclosure requirements. In general, these prices and costs are assumed not to change, but rather to remain constant, throughout the life of a property, except to the extent of certain fixed or presently determinable future prices or costs to which the reporting issuer is legally bound by a contractual or other obligation to supply a physical product (including those for an extension period of a contract that is likely to be extended).”.

(3) by repealing paragraph (5);

(4) by deleting the second sentence of paragraph (7).

6. Paragraph (2) of section 2.8 of the Policy Statement is amended:

(1) by replacing the first sentence of the first paragraph with the following:

“The report prescribed by Form 51-101F2 contains statements to the effect that variations between reserves data and actual results may be material but reserves have been determined in accordance with the COGE Handbook, consistently applied.”;

(2) by replacing, in the second paragraph, the words “Any variations arising due to technical factors should be consistent” with “Any variations arising due to technical factors must be consistent”.

7. The second and third paragraphs of paragraph (5) of section 5.2 of the Policy Statement are replaced with the following:

“However, item 5.3 of Form 51-101F1 requires a reporting issuer to discuss its expectations as to the sources and costs of funding for estimated future development costs as a part of its annual disclosure. If the issuer expects that the costs of funding would make development of a property unlikely, then even if reserves were assigned, it must also discuss that expectation and its plans for the property.

Disclosure of an estimate of reserves, contingent resources or prospective resources in respect of which timely availability of funding for development is not assured may be misleading if that disclosure is not accompanied, proximate to it, by a discussion (or a cross-reference to such a discussion in other disclosure filed by the reporting issuer on SEDAR) of the funding uncertainties and their anticipated effect on the timing or completion of such development (or on any particular stage of multi-stage development such as often observed in oilsands developments).”.

8. Section 5.3 of the Policy Statement is replaced with the following:

**“5.3. Classification of Reserves and of Resources Other than Reserves**

Section 5.3 of Regulation 51-101 requires that any disclosure of reserves or of resources other than reserves must apply the categories and terminology set out in the COGE Handbook. The definitions of the various resource categories derived from the COGE Handbook are provided in the Regulation 51-101 Glossary. In addition, section 5.3 of Regulation 51-101 requires that disclosure of reserves and of resources other than reserves must relate to the most specific category of reserves or of resources other than reserves in which the reserves or resources other than reserves can be classified. For instance, there are several subcategories of discovered resources including reserves, contingent resources and discovered unrecoverable resources. Reporting issuers must classify discovered resources into one of the subcategories of discovered resources.

In addition, reserves can be estimated using three subcategories, namely proved, probable or possible reserves, according to the probability that such quantities will actually be produced. As described in the COGE Handbook proved, probable and possible reserves represent conservative, realistic and optimistic estimates of reserves, respectively. Therefore any disclosure of reserves must be broken down into one of the three subcategories of reserves, namely proved, probable or possible reserves. For further guidance on disclosure of reserves and of resources other than reserves please see sections 5.2 and 5.5 of this Policy Statement.”.

9. Section 5.5 of the Policy Statement is amended:

(1) by adding, in the title, the words “**Other than Reserves**” after “**Resources**”;

(2) by replacing paragraph (1) with the following:

“(1) **Disclosure of Resources Generally** - The disclosure of resources, excluding proved and probable reserves, is not mandatory under Regulation 51-101, except that a reporting issuer must make disclosure concerning its unproved properties and resource activities in its annual filings as described in Part 6 of Form 51-101F1. Additional disclosure beyond this is voluntary and must comply with section 5.9 of Regulation 51-101 if anticipated results from the resources other than reserves are voluntarily disclosed.

For prospectuses, the general securities disclosure obligation of “full, true and plain” disclosure of all material facts would require the disclosure of reserves or of

resources other than reserves that are material to the issuer, even if the disclosure is not mandated by Regulation 51-101. Any such disclosure should be based on supportable analysis.

Disclosure of resources other than reserves may involve the use of statistical measures that may be unfamiliar to a user. It is the responsibility of the evaluator and the reporting issuer to be familiar with these measures and for the reporting issuer to be able to explain them to investors. Information on statistical measures may be found in the COGE Handbook (section 9 of volume 1 and section 4 of volume 2) and in the extensive technical literature<sup>4</sup> on the subject.”;

(3) by replacing the last sentence of the second paragraph of paragraph (2) with the following:

“A reporting issuer must not disclose an estimate reflecting a summation of different categories of resources (see section 5.16 of Regulation 51-101).”;

(4) by replacing subparagraph (b) of paragraph (3) with the following:

“(b) Definitions of Resource Categories

For the purpose of complying with the requirement of defining the resource category, the reporting issuer must ensure that disclosure of the definition is consistent with the resource categories and terminology set out in the COGE Handbook, pursuant to section 5.3 of Regulation 51-101. Section 5 of volume 1 of the COGE Handbook and the Regulation 51-101 Glossary identify and define the various resource categories.

A reporting issuer may wish to report reserves or resources other than reserves of oil or gas as “in-place volumes”. By definition, reserves of any type, contingent resources and prospective resources are estimates of volumes that are recoverable or potentially recoverable and, as such, cannot be described as being “in-place”. Terms such as “potential reserves”, “undiscovered reserves”, “reserves in place”, “in-place reserves” or similar terms must not be used because they are incorrect and misleading. The disclosure of reserves or of resources other than reserves must be consistent with the terminology and categories set out in the COGE Handbook, pursuant to section 5.3 of Regulation 51-101.

The reporting issuer can report other categories of resources, such as discovered petroleum initially-in-place, undiscovered petroleum initially-in-place and total petroleum initially-in-place. However, the additional disclosure required by section 5.16 of Regulation 51-101 must also be included.”.



**REGULATION TO AMEND REGULATION 41-101 RESPECTING GENERAL PROSPECTUS REQUIREMENTS**

Securities Act

(R.S.Q., c. V-1.1, s. 331.1, pars (1), (3), (8) and (11); 2009, c. 58)

1. Section 5.5 of Form 41-101F1 of Regulation 41-101 respecting General Prospectus Requirements is replaced with the following:

***“5.5. Issuers with oil and gas operations***

(1) If the issuer is engaged in oil and gas activities as defined in Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities and any of the oil and gas information is material as contemplated under Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities in respect of the issuer, disclose that information in accordance with Form 51-101F1 of Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities

(a) as at the end of, and for, the most recent financial year for which the prospectus includes an audited balance sheet of the issuer,

(b) in the absence of a completed financial year referred to in paragraph (a), as at the most recent date for which the prospectus includes an audited balance sheet of the issuer, and for the most recent financial period for which the prospectus includes an audited income statement of the issuer, or

(c) if the issuer was not engaged in oil and gas activities at the date set out in paragraphs (a) or (b), as of a date subsequent to the date the issuer first engaged in oil and gas activities as defined in Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities and prior to the date of the preliminary prospectus.

(2) Include with the disclosure under subsection (1) a report in the form of Form 51-101F2 of Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities, on the reserves data included in the disclosure required under subsection (1).

(3) Include with the disclosure under subsection (1) a report in the form of Form 51-101F3 of Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities that refers to the information disclosed under subsection (1).

(4) To the extent not reflected in the information disclosed in response to subsection (1), disclose the information contemplated by Part 6 of Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities in respect of material changes that occurred after the applicable balance sheet referred to in subsection (1)..

2. This Regulation comes into force on January 1, 2011.

## 6.2.2 Publication

### Avis de publication

#### **Corrections techniques au Règlement modifiant le Règlement 23-101 sur les règles de négociation**

(Voir section 7.2 du présent bulletin)